

UE: polémique autour d'un accord commercial avec le Burundi

RFI, 05-07-2016 La Commission européenne est sur la voie d'un accord commercial avec Bujumbura. La commission Commerce international du Parlement européen s'est réunie la semaine dernière et a donné son feu vert pour la signature prochaine d'un Accord de partenariat économique avec cinq pays d'Afrique de l'Est et centrale, dont le Burundi. Ce texte devrait être ensuite présenté en septembre prochain devant le Parlement européen.

Le texte ne réjouit pas tous les députés européens. La députée socialiste belge Marie Arena s'y oppose, notamment cause de la situation des droits de l'homme au Burundi : « Il y a là un vrai problème de cohérence politique », dit-elle. La parlementaire demande que la Commission européenne reporte la signature du partenariat avec le Burundi. En effet, Bujumbura est sous sanctions européennes suite à la réélection très contestée du président Nkurunziza et aux multiples violations des droits de l'homme par le pouvoir. Dans ces conditions, pour la députée belge, aucun accord commercial n'est possible pour l'instant : « Le commerce doit être un moyen pour aider au développement, mais aussi aider à la démocratie et pas l'inverse », fait-elle valoir. Et d'ajouter : « Aujourd'hui, on est en train de prouver que le commerce peut être un commerce qui soutient des régimes. Comment voulez-vous pouvoir faire pression sur un pays, si finalement vous lui dites : "Vous ne respectez pas les droits de l'homme, mais en même temps ne vous inquiétez pas, on va continuer à commercer avec vous." » Interrogée, un porte-parole de la Commission européenne répond que ce partenariat aidera au développement et qu'il est lié à l'accord de Cotonou. L'accord de Cotonou a toujours reconnu les droits de l'homme comme une composante essentielle des partenariats Europe-Afrique. Or, en mars dernier, une enquête avait conclu que le Burundi ne respectait pas les principes de Cotonou. Mais cela n'avait pas suffi à stopper la mise en place de ce partenariat. La députée Marie Arena espère donc bien rallier suffisamment de députés pour bloquer la procédure lors du vote de septembre au Parlement européen.